

à mon avis, de retenir nos critiques. Je l'ai déjà dit, les critiques que je veux formuler ne portent pas sur la politique. Il est regrettable que le Gouvernement ait jugé impossible de donner un appui moral à la Grande-Bretagne et à la France lors de leur intervention au Moyen-Orient. C'est ce que j'ai dit le jour même où la Grande-Bretagne et la France sont intervenues, jour où j'ai entendu, en cet immeuble même, de la part de gens qui ont accès à des renseignements qui devraient les mettre mieux en mesure de juger, un grand nombre de commentaires confus et irréfléchis. J'en ai été étonné; les critiques qu'on a formulées contre la Grande-Bretagne et la France s'inspiraient de sévérité et d'amertume.

Cet après-midi, le premier ministre a dit que le gouvernement du Canada a critiqué la Grande-Bretagne et la France. Je ne suis pas sûr qu'il ait employé le mot "critiqué" mais c'est à peu près ce qu'il a dit. On blâme la Grande-Bretagne, la France et Israël parce que, en signant la charte des Nations Unies, ces pays ont convenu de ne pas recourir à la force. C'est vrai, à mon avis. N'est-il pas vrai également que les pays signataires de la charte des Nations Unies se sont engagés à intervenir sans retard pour enrayer partout l'agression? L'ont-ils fait? Que pouvaient faire la Grande-Bretagne et la France, quand il ne restait plus d'espoir d'une intervention des Nations Unies ou quand il a semblé que les Nations Unies ne disposaient pas des moyens d'intervenir? Je crois que nous devons tenir compte de ce fait. Qu'ont donc fait les Nations Unies pour faire disparaître les problèmes, mettre fin aux provocations, voire aux agressions au Moyen-Orient? Je rappelle que l'ONU n'a pas bougé avant que la Grande-Bretagne et la France n'interviennent pour protéger leurs intérêts et pour séparer Israël et l'Égypte. On a l'impression que, pour faire œuvre utile, il faut que l'ONU soit poussée dans le dos. Je n'oserais affirmer que la Grande-Bretagne et la France soient des agresseurs. Il faudrait que j'apprécie très soigneusement les motifs d'agir de ces deux pays à la lumière des interminables provocations dont elles ont été l'objet, avant de leur décerner le qualificatif d'agresseurs, comme tant d'autres l'ont fait.

Plutôt que de nous en prendre à ces deux pays, nous devrions chercher les causes fondamentales du tour malheureux qu'ont pris les événements dans le monde, et singulièrement au Moyen-Orient, question qui nous intéresse plus immédiatement. Vu la faiblesse et les insuffisances des Nations Unies, le premier ministre nous disait cet après-midi que, selon lui, la Russie avait profité des événements du Moyen-Orient pour faire oublier le viol horrible dont elle s'est rendue

coupable en Hongrie. Je rappelle au premier ministre que la Russie, qui avait résolu de retirer ses troupes de Hongrie, n'a changé d'avis que le jour où la solidarité occidentale a été rompue par les reproches amers et coléreux adressés à la Grande-Bretagne et à la France, d'abord par les États-Unis, puis par l'ONU. Ce n'est que lorsqu'elle a constaté l'effondrement de cette solidarité que la Russie a décidé d'intervenir et de tirer parti de la situation. Elle a toujours agi ainsi.

A maintes reprises, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a prévenus que c'est exactement ce que la Russie ferait et nous a priés, par conséquent, de travailler à réaliser la solidarité des pays occidentaux dans l'espoir que notre puissance ferait arrêter l'avance de la Russie. C'est la seule chose qui compte aux yeux de ce pays-là. Cependant, voilà que le Canada blâmait la Grande-Bretagne et la France, nous plaçant du côté de la Russie et faisant corps avec des États-Unis exacerbés par une campagne électorale où ils ne pouvaient rien faire d'efficace. Nous nous sommes laissés aller à les aider à détruire la solidarité occidentale, cette solidarité que nous aurions dû soutenir et favoriser de toute notre puissance.

Je le répète, petit à petit, d'une année à l'autre, les faiblesses et les tergiversations des Nations Unies ont fait reculer graduellement le monde libre devant l'impérialisme purement agressif de la Russie, que rien ne peut arrêter sauf une démonstration de force cohérente. Il nous faudra éventuellement en venir là. Par conséquent, je ne comprends pas pourquoi nous continuerions à croire qu'il faut retarder le jour fatidique. Je peux comprendre, monsieur l'Orateur, que l'homme de l'âge atomique ne veuille pas perdre l'espoir de conserver la paix.

Mais il est des choses qui sont plus à craindre que la mort: la perte de la liberté, par exemple. Allons-nous rester inactifs et nous contenter d'observer les Hongrois et les Polonais, qui nous donnent démonstration sur démonstration de la façon dont le monde libre devrait agir? C'est, je le crains, la crainte qui nous guide. Nous perdons confiance. Voilà qui devrait nous faire réfléchir.

Que pensons-nous de la proposition du gouvernement du Canada en vue de fournir une unité, équivalente à un bataillon, à la force d'urgence qui doit effectuer une opération de police au Moyen-Orient? Je pense que c'est la seule solution pouvant remplacer une intervention par les pays pris en particulier, et je reconnais au secrétaire d'État aux Affaires extérieures le mérite d'avoir proposé aux Nations Unies l'établissement d'une force d'urgence en vue d'une opération de police au Moyen-Orient.